



Quelles réalités pour l'autonomie stratégique européenne ?

December 2023

Les crises traversées ces dernières années par le bloc européen, de la COVID au conflit ukrainien, ont replacé au centre du débat public la question de l'autonomie stratégique européenne. Cette notion fait l'objet d'interprétations bien différentes au sein de l'Union Européenne (UE), en premier lieu entre la France et l'Allemagne. Fondamentalement, il s'agit de la capacité de l'UE à poursuivre et à protéger ses propres intérêts de manière indépendante. De manière plus pragmatique, il doit s'agir pour l'UE de choisir ses dépendances. Le concept recoupe évidemment les enjeux de sécurité, de défense et de politique étrangère. Il paraît de plus en plus évident que sa matérialisation passe aussi – et surtout – par l'économie et la capacité des pays européens à (ré)attirer les industries essentielles à leur autonomie.

Lorsqu'on parle de souveraineté ou d'autonomie, la réindustrialisation joue en effet un rôle crucial. Elle est la clé pour renforcer les capacités économiques et technologiques dont l'UE a besoin pour être plus résiliente face aux tensions géopolitiques et à d'éventuelles crises sanitaires. Elle favorise l'autosuffisance économique et réduit la dépendance vis-à-vis des acteurs externes en ce qui concerne les ressources et technologies critiques. Elle favorise la création d'emplois, la croissance et la stabilité sociale. Or cette dure réalité a mis du temps à faire consensus. Heureusement, les esprits changent.

Des mesures à contretemps, mais bienvenues

L'approche « *soft* » et non interventionniste longtemps pratiquée par l'Union européenne en matière économique et industrielle ne suffit plus pour faire face aux enjeux actuels. Les ambitions des pouvoirs publics en matière de souveraineté doivent s'accompagner de dispositifs plus proactifs pour influencer favorablement les décisions d'investissement sur le marché européen. La souveraineté de l'UE suppose de déployer des mesures ciblées de soutien pour la relocalisation des entreprises dans les secteurs stratégiques. Sinon l'autonomie stratégique tant louée restera un vœu pieux. C'est d'autant plus urgent que ce besoin d'autonomie se conjugue désormais avec celui tout aussi impérieux de la transition énergétique et de la décarbonation de l'économie... qui pourrait engendrer de nouvelles formes de dépendances.

Le fonds souverain européen et le *Net Zero Industry Act* au niveau européen, ou encore le projet de loi Industries vertes et le plan d'investissement France 2030 en France, vont dans ce sens, bien qu'annoncés en réaction à des crises, face à l'IRA américain et au protectionnisme chinois. Mais pour cibler au mieux ces mesures et juger de leur efficacité à terme, une question fondamentale reste posée : dans quels secteurs l'autonomie stratégique peut-elle devenir réalité ? Et de quelles cartes l'UE dispose-t-elle pour attirer ou favoriser l'émergence des industries essentielles ?

Cibler les efforts sur les secteurs les plus porteurs

En matière d'autonomie stratégique et de réindustrialisation, l'énergie est la mère de toutes les batailles. Elle avoisine les 10% des coûts de production en moyenne dans l'industrie, et conditionne la compétitivité de nombreux secteurs de notre économie. En se positionnant comme un acteur clé de la transition énergétique, l'Europe peut véritablement renforcer son autonomie stratégique. Or l'UE n'atteindra cet objectif qu'en ayant à sa disposition des sources d'énergie non carbonées, abondantes et à prix compétitif.

L'investissement dans les énergies renouvelables, l'hydrogène « vert » ou « jaunes », les batteries et l'efficacité énergétique peuvent réduire la dépendance aux énergies fossiles et l'importation de technologie en provenance des marchés asiatiques. Si quelques-uns de ces chantiers avancent – par exemple avec la constitution progressive d'une véritable filière de production de batteries - des efforts majeurs restent à produire. Prenons l'exemple de l'efficacité énergétique, à la fois indispensable pour la réduction des émissions carbone et pour la réduction des coûts énergétiques auxquels font face les industriels : la Banque européenne d'investissement (BEI) note que seules quatre entreprises européennes sur dix avaient investi pour améliorer leur efficacité énergétique en 2021 ! Cette proportion a probablement augmenté en raison du conflit en Ukraine, mais le chantier reste titanesque. De même, concernant l'hydrogène : nous notons un intérêt croissant des investisseurs et une effusion de projets, mais ces derniers peinent à passer à l'échelle en raison d'un réseau de distribution encore très limité.



Dans ce contexte, le nucléaire reste la piste à privilégier pour renforcer rapidement et durablement l'autonomie énergétique européenne. Cela passera par le développement de grosses unités comme l'a annoncé la France avec la construction de six EPR2, mais aussi par l'innovation et l'émergence de nouvelles technologies nucléaires. Certains pays européens dont la France sont bien positionnés pour accélérer l'innovation dans le secteur des SMRs (*Small Modular Reactors*) – ces petits réacteurs modulables et décentralisés - mais on peut déplorer le manque d'alignement sur le sujet au niveau de l'UE.

L'autonomie stratégique de l'Europe doit ensuite être renforcée par l'investissement dans des secteurs technologiques clés, ce qui est une faiblesse face aux concurrents américains et asiatiques. La dépendance des marchés européens est manifeste en la matière. Cela comprend le développement de technologies de pointe, comme l'intelligence artificielle, la cybersécurité, les technologies quantiques, les communications sécurisées et les technologies spatiales, mais aussi la production de semi-conducteurs. Sur ce dernier point, on peut saluer la prise de conscience des instances de l'UE et des gouvernements européens. En réaction aux perturbations sur les chaînes d'approvisionnement dans la foulée de la pandémie de COVID, le « *Chip Act* » de l'UE ambitionne d'atteindre une part de marché mondiale de 20 % en 2030, soit deux fois plus qu'aujourd'hui. Dans la mesure où près de 90% des composants proviennent actuellement de Taiwan, l'investissement dans les capacités de production européenne se révèle absolument stratégique.

Le secteur pharmaceutique pourrait également revêtir une importance cruciale pour l'autonomie stratégique européenne. On a vu que les pays membres faisaient tous face à des difficultés majeures en cas de crises sanitaires et concernant l'approvisionnement en molécules. Une industrie pharmaceutique plus robuste en Europe peut renforcer son autonomie stratégique, mais cela ne peut se faire sans un travail pour renforcer l'attractivité et la compétitivité économique. En dépit des ambitions affichées par les pouvoirs publics, aucune réelle tendance de relocalisation n'est constatée à ce stade dans ce secteur.

Comme l'a cruellement rappelé la dernière année et demie, il ne peut y avoir d'autonomie sans une stratégie de défense et sécurité claire. En favorisant l'intégration de l'industrie de la défense européenne et en promouvant des projets de recherche et développements conjoints, l'UE peut progressivement accroître son autonomie stratégique. Au-delà des accords de défenses en place et des discussions en cours sur la stratégie de l'OTAN, l'autonomie de l'UE implique une meilleure capacité à produire les équipements militaires de demain, et à développer des capacités de cyberdéfense avancées. Or là encore, force est de constater que les partenariats industriels restent limités, et que l'investissement manque. Les ministres de la défense des pays membres ont affirmé en mars 2022 leur volonté de « *faciliter l'accès de l'industrie de la défense aux financements privés, notamment en utilisant au mieux les possibilités offertes par la Banque européenne d'investissement* » ; or cela tarde à produire des effets et cette industrie n'est pas clairement prise en compte dans la taxonomie, ce qui freine l'afflux d'investissements.

Pas de véritable autonomie sans une plus grande capacité d'innovation

On le voit, l'autonomie stratégique peut rapidement devenir un chantier vertigineux, mais un consensus sur les industries prioritaires permettrait d'ores et déjà la mise en place de stratégies ciblées et efficaces. L'UE a par ailleurs à sa disposition des atouts essentiels, que sont notamment sa stabilité politique, la taille de son marché intérieur avec ses plus de 500 millions de consommateurs, sa capacité normative et son environnement des affaires, la grande qualité de ses infrastructures ou encore sa main d'œuvre qualifiée. On peut cependant regretter qu'elle se repose encore trop souvent sur ces seuls leviers.

Après la prise de conscience sur la nécessité d'une stratégie industrielle plus proactive, le prochain grand défi de l'autonomie stratégique de l'Europe réside peut-être ici : devenir une terre plus dynamique pour l'investissement technologique et l'innovation.



Quelles réalités pour l'autonomie
stratégique européenne ?



*Les associés et les professionnels d'Accuracy sont disponibles pour discuter
de vos besoins et concevoir une solution adaptée avec les experts compétents.*